

**Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées**
Références : ACM

**Arrêté préfectoral
portant décision suite à un examen au cas par cas**

**La préfète de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1.IV, R.122-2 et R.122-3 ;
- VU l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 autorisant la société Système U à exploiter un établissement à SAINT-JUST ;
- VU le récépissé de changement d'exploitant délivré à la SAS U Logistique le 10 mai 2016 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 juin 2017 portant mise à jour de l'autorisation d'exploiter de la SAS U Logistique à SAINT-JUST entre autres, un entrepôt frigorifique d'une capacité de 45 916 m³ ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter de la SAS U Logistique à SAINT-JUST ;
- VU la demande déposée complète le 28 octobre 2021 par la société U Logistique et publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Ain ;

CONSIDÉRANT que le projet porte sur : la diminution de l'emprise foncière du site, l'augmentation du volume des bassins de rétention et d'infiltration, la création d'une cour entre les cellules historiques et les cellules C4/C5, un ré-aménagement des stockages de la dalle « emballages » et sa fermeture totale par bardage des façades, la modification du stockage de palettes bois en extérieur, et la création d'une aire de lavage de palettes à l'intérieur du bâtiment « dalle emballages » ;

CONSIDÉRANT qu'en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement, les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé à cet article ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de capacité de stockage de matières classées sous la rubrique n°2663 de la nomenclature ICPE n'est pas supérieure à plus de 1 fois le seuil de l'enregistrement et que, par conséquent, ce projet n'est pas soumis, au titre de la rubrique 1 de la nomenclature évaluation environnementale de l'annexe à l'article R.122-2, à examen au cas par cas ;

CONSIDÉRANT que le projet d'extension entraîne une emprise au sol de 11 256 m² supérieure à 10 000 m² et que, par conséquent, ce projet de construction est soumis, au titre de la rubrique 39 de l'annexe à l'article R.122-2, à examen au cas par cas ;

CONSIDÉRANT qu'en application du IV de l'article L.122-1 du code de l'environnement, lorsque le projet relève d'un examen au cas par cas et que le projet consiste en une modification ou une extension d'activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent des autorisations prévues aux articles L.181-1, L.512-7, L.555-1 et L.593-7, le maître d'ouvrage saisit de ce dossier l'autorité mentionnée à l'article L.171-8. Cette autorité détermine si cette modification ou cette extension doit être soumise à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que l'autorité mentionnée à l'article L.171-8 du code de l'environnement est le préfet de département ;

CONSIDÉRANT que l'implantation du projet est en dehors de toute zone sensible sur le plan environnemental (ZNIEFF, Natura 2000, zone humide, PPRN, périmètre de protection de captage, site classé) ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation du volume des bassins de rétention et d'infiltration a pour but de réduire les inconvénients liés à l'augmentation de la surface imperméabilisée (couverture de la dalle « emballages ») ;

CONSIDÉRANT que l'activité de logistique, génératrice des inconvénients et risques présentés dans le dossier initial, n'évolue pas ;

CONCLUANT qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de diminution de l'emprise foncière du site, d'augmentation du volume des bassins de rétention et d'infiltration, de création d'une cour entre les cellules historiques et les cellules C4/C5, de ré-aménagement des stockages de la dalle « emballages » et sa fermeture totale, de modification du stockage de palettes bois en extérieur, et de création d'une aire de lavage de palettes à l'intérieur du bâtiment « dalle emballages », de la SAS U Logistique sur la commune de SAINT-JUST (01) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

- D E C I D E -

Article 1

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de diminution de l'emprise foncière du site, d'augmentation du volume des bassins de rétention et d'infiltration, de création d'une cour entre les cellules historiques et les cellules C4/C5, de ré-aménagement des stockages de la dalle « emballages » et sa fermeture totale par bardage des façades, de modification du stockage de palettes bois en extérieur, et de création d'une aire de lavage de palettes à l'intérieur du bâtiment « dalle emballages » de la SAS U Logistique sur la commune de SAINT-JUST ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application des articles L.122-1.IV et R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3

La présente décision sera notifiée à la SAS U Logistique et publiée sur le site internet des services de l'État dans l'AIN.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 23 novembre 2021

La préfète
Pour la préfète et par délégation,
Le directeur des collectivités et de l'appui territorial,

Signé : Arnaud GUYADER

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours gracieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R.122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. l'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Le recours administratif ou le RAPO doit être adressée auprès de Madame la Préfète de l'Ain.

Le recours contentieux doit être adressé auprès du Tribunal administratif de Lyon.